

*Pouvoir d'emprunt—Loi*

**Une voix:** Qu'est-ce que c'était que cette allusion à un gouvernement français?

**M. Malone:** Le député est probablement le seul à la trouver injurieuse. Qu'il lise le compte rendu.

Pour en revenir au bill C-7, monsieur l'Orateur, dont l'objet est de permettre au gouvernement d'emprunter 10 milliards de dollars sans avoir à rendre de comptes, voyons à quoi pourrait servir cet argent. Il pourrait très bien servir entre autres à doter Stornoway d'une piscine. Le premier ministre pourrait très bien espérer vivre dans une demeure pourvue d'une piscine et ces 10 milliards pourraient très bien servir à cette fin. Les députés d'en face pourraient peut-être commencer à se faire à l'idée que dans six mois à peine leur chef se verra sans doute privé de piscine. Dans leur arrogance, ils refusent de dire au Parlement, et pas conséquent au pays, pourquoi ils veulent un chèque en blanc leur permettant de dépenser selon leur bon plaisir.

L'autre possibilité, plus raisonnable, est qu'ils empruntent ces dix milliards de dollars sans dire ce qu'ils en feront car ils veulent s'en servir à des fins électorales: pour distribuer de l'argent par des programmes gouvernementaux. Je crois que c'est le genre de gouvernement dangereux, grossier et dictatorial que nous subissons depuis dix ans et que l'on tente encore une fois d'infliger aux Canadiens. Le gouvernement a supprimé la notion de citoyenneté; le gouvernement ne respecte plus les citoyens, qui, eux, par ricochet, ne respectent plus le gouvernement.

En dix ans, il y a eu dix discours du trône, et dans chacun d'eux, le gouvernement a insisté pour dire que le problème fondamental était celui de l'économie. Aujourd'hui, tout est pourtant pire qu'il y a dix ans. Notre balance des paiements est pire, notre dette est plus élevée, l'unité nationale est en miettes. En fait, sous tous les angles, le pays est en plus mauvaise posture qu'il y a dix ans.

Le premier ministre dans tous les discours du trône prononcé depuis dix ans a souligné que l'économie était le plus grave de nos problèmes. En 1969, il a dit que nous nous dirigerions vers une catastrophe financière si rien n'était fait pour endiguer nos dépenses. Il ne se doutait pas à l'époque qu'il fonçait lui-même à cent kilomètres à l'heure vers la catastrophe. Nos dépenses ont augmenté de quelque 230 p. 100 depuis qu'il est premier ministre. Il a littéralement pillé les citoyens de notre pays, et malheureusement, ce sont nos enfants et nos petits-enfants qui hériteront de nos dettes. Ce sont les générations futures qui devront rembourser cette énorme dette.

Les seules personnes qui semblent encore travailler de façon productive sont les employés de la Monnaie royale canadienne. Le gouvernement se plaît à souligner l'augmentation du produit national brut mais il faut la rapprocher des emprunts lancés. L'augmentation du produit national brut est uniquement due au fait que les employés de la Monnaie travaillent deux ou trois fois plus et font marcher la planche à billets pour empêcher le gouvernement de sombrer dans le chaos. L'économie de notre pays est déjà en pleine crise et notre balance des paiements serait encore plus dérégulée si nous ne bradions pas nos matières premières et nos produits primaires.

[M. Malone.]

● (1712)

Notre pays souffre d'une grande faiblesse dans le secteur des produits finis. Nous fabriquons des marchandises qui créent des emplois et font rentrer l'argent dans des comptes en banque canadiens. Mais c'est un secteur d'activité très improductif. Si le gouvernement dirigeait un club 4-H, il ne saurait pas distinguer entre des Hereford et des génisses. S'il dirigeait un club de scouts, il donnerait des médailles à celui qui aurait emprunté et dépensé le plus d'argent. En vérité, c'est que le gouvernement serait bien incapable de diriger l'un ou l'autre de ces clubs, pas plus qu'il ne doit avoir le droit ou la prérogative de diriger le pays.

En dix ans, le gouvernement nous a fait savoir à trois reprises qu'il effectuerait des réductions budgétaires importantes. Il en parle, en effet, mais chaque fois qu'il annonce des compressions, elles sont suivies sans exception d'une énorme augmentation. J'ai vraiment peur lorsque j'entends parler le gouvernant de réductions budgétaires car lorsque le gouvernement fait des compressions, il en résulte d'énormes augmentations.

Je n'exagère nullement ma pensée lorsque je parle de gouvernement dictatorial, comme je l'ai fait aujourd'hui. Par exemple, l'été dernier le premier ministre s'est rendu à Bonn avec une idée en tête. Il est ensuite allé au Maroc où il s'est consolé dans les sables chauds, puis il est rentré finalement au Canada. Quelques heures après son retour, il a annoncé au public à la télévision nationale, qu'il avait l'intention de faire un discours télévisé pour annoncer une réduction des dépenses de deux milliards. Il l'a fait sans consulter les Canadiens, pas plus le monde des affaires que les syndicats, et ce qui est plus grave, sans consulter le Parlement, ni son cabinet. C'est le règne du fiat. Il avait pris sur lui de réduire les dépenses gouvernementales de deux milliards de dollars.

A mon avis, le gouvernement n'a pas eu l'intention un seul instant de faire ces compressions car le premier ministre nous a déjà pris à partie de ce côté-ci de la Chambre parce que nous avions laissé entendre que certaines réductions à notre avis n'auraient jamais dû être faites. A présent, il déclare: «Mais voyez donc, quand j'essaie de faire des réductions, l'opposition prétend que nous ne savons pas où les faire.»

Je crois que les coupures effectués par le gouvernement, c'est le premier ministre qui les a décrétées unilatéralement, et dans les secteurs les plus populaires de chacun des ministères de son gouvernement. Il me semble que le premier ministre l'a fait intentionnellement et dans le but précis d'irriter l'opposition et le pays de façon à pouvoir hausser les épaules et dire: «Regardez, j'ai essayé de faire des coupures, mais c'est le contraire qu'on veut.» Ce à quoi je rétorque: «regardez où les coupures ont été faites.» Le premier ministre ne s'est pas débarrassé de Petrocan comme le préconise notre parti. Nous n'avons pas besoin d'une compagnie pétrolière dirigée avec la même mentalité que le ministère des Postes. Au lieu de cela, le premier ministre a aboli CanFarm et réduit les recherches dans le domaine des pêches et de l'industrie forestière. Il a supprimé les stations météorologiques le long de la côte de l'Atlantique qui sont vitales pour la pêche.

Des coupures ont été faites avec l'intention précise de mettre la population en colère pour que, face à cette colère, le premier ministre puisse hausser les épaules et dire «J'ai essayé de faire des économies, le public est en colère. Il veut manifestement